

# La pègre intègre

L'Express de Madagascar – Humeur – 04/12/09

Le ministre de l'Environnement a fièrement annoncé que l'exportation des bois précieux autorisée par l'État a généré en seulement deux mois une recette de trente milliards d'Ariary. Une coquette somme qui, à l'en croire, aurait alimenté les caisses publiques. Et il s'attend à être applaudi. Pour une performance, c'en est une. En pleine crise politique, ce n'est pas donné à tous les départements ministériels de garnir aussi rapidement et aussi efficacement les caisses de l'État.

Avec cet argent, celui-ci peut normalement fonctionner et tourner. Mieux, le président de la Transition peut faire des tournées régionales et réaliser certaines promesses, du moins celles qui nécessitent le déblocage d'une certaine somme d'argent. Comme celle de changer la vie des ouvriers de la Sirama, par exemple. De payer évidemment les fonctionnaires malgré la crise, et d'octroyer aux enseignants communautaires pris en charge par les parents d'élèves une partie de leur subvention, pourtant assurée par le fonds Éducation pour tous, déjà suspendu par les partenaires.

L'intérêt immédiat de leur « peuple » étant ce qu'il est, ce n'est même pas la peine de s'attendre à ce que les autorités se demandent comment ces centaines de containers partis des ports de Toamasina ou de Vohémar ont pu se remplir si les autorisations ne concernaient que les stocks des opérateurs et si aucun permis de coupe n'a été délivré entre temps. Elles ne vont pas non plus s'indigner parce que les opérateurs ont rendu à César ce qui est à César. Comme le ministre de l'Environnement l'a dit : sous son mandat, l'État a profité des richesses du pays.

Pas comme avant son arrivée, quand ce sont surtout des poches particulières et des coffres privés qui se sont remplis.

Puis, les autorités n'ont-elles pas déjà mis en place un Task force chargé de traquer les bois précieux dans les coins les plus reculés du pays ? Et puisque de toute façon, ces bois-là ne pourront pas être replantés, autant les saisir et en faire des propriétés de l'État pour ensuite les adjuger aux mieux offrants afin de renflouer les caisses publiques.

Bien sûr, les recettes provenant des redevances, taxes et pénalités obtenues grâce à l'exportation des ressources naturelles protégées ne sont pas prévues dans la loi de finances. Mais elles compensent les aides budgétaires que les bailleurs de fonds ont suspendus.

Avec des ministres « intègres », qui font gagner de l'argent à l'État, la Transition n'aura plus besoin des appuis internationaux pour pouvoir tourner et honorer ses engagements. Il suffit juste de délivrer des autorisations exceptionnelles de braconnage des ressources naturelles que la Grande Ile possède à gogo sous ses terres, dans ses mers et à l'ombre de ses forêts. En attendant évidemment que les textes législatifs protégeant l'environnement soient assouplis pour que les permis d'exploiter soient de moins en moins dérogatoires et deviennent une règle ...

Les autorités américaines et européennes pourront interdire l'entrée sur leur territoire des produits interdits en provenance des ports malgaches, les trafiquants illégaux régularisés trouveront toujours les moyens d'écouler ces marchandises.

Celles-ci n'en seront d'ailleurs que plus chères, et n'en feront qu'augmenter les recettes d'un État qui risque de plus en plus d'être isolé du concert des Nations démocratiques.

Lova Rabary-Rakotondravony

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=31748>